

Bulletin du FMI

PRÉVISIONS

La croissance mondiale traverse une mauvaise passe, mais devrait rebondir

Bulletin du FMI en ligne
17 juin 2011



Tokyo : le ralentissement de l'économie japonaise se répercute sur la croissance mondiale (photo: Yoshikazu Tsuno/AFP/Getty Images)

- Le FMI prévoit une croissance mondiale plus ou moins inchangée : 4,3 % en 2011 et 4,5 % en 2012
- La faiblesse de l'activité aux États-Unis et au Japon, et les problèmes dans la zone euro, représentent des risques plus élevés
- Des ajustements vigoureux sont nécessaires pour rééquilibrer la croissance

La croissance mondiale, qui souffre du ralentissement au Japon et aux États-Unis, devrait s'accélérer de nouveau au second semestre de l'année, mais elle reste déséquilibrée et une action concertée de la part des principaux pays est nécessaire pour éviter des dangers latents, note le FMI dans ses dernières prévisions.

Bien que le FMI ait maintenu sa prévision pour la croissance mondiale plus ou moins inchangée, à 4,3 % pour cette année, puis 4,5 % en 2012, il note que « le léger ralentissement observé au deuxième trimestre de 2011 n'est pas rassurant ».

La croissance demeure vigoureuse dans la plupart des pays émergents et des pays en développement, mais le ralentissement provoqué par le tremblement de terre et le tsunami au Japon, l'activité plus faible que prévu aux États-Unis et les chocs qui ont affecté l'offre de pétrole ont pesé sur l'expansion mondiale au deuxième trimestre de l'année, note le FMI dans la mise à jour de son rapport sur les *Perspectives de l'économie mondiale* qu'il a présentée à São Paulo.

Le FMI a publié aussi une mise à jour du *Rapport sur la situation financière dans le monde*, qui porte sur les tendances des marchés de capitaux et le système financier mondial, et du *Moniteur des finances publiques*, qui suit l'évolution des finances et des dettes publiques.

« Un accident de parcours »

La croissance dans la zone euro, portée par un investissement plus dynamique en Allemagne et en France, a été supérieure aux prévisions, mais les craintes concernant la gravité des problèmes budgétaires dans certains pays européens ont provoqué un regain de volatilité sur les marchés financiers.

En ce qui concerne le ralentissement de l'économie américaine, Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI, a déclaré qu'il s'agissait selon lui « d'un accident de parcours et rien de plus inquiétant », bien que la reprise américaine reste faible.

Le FMI a distingué les tendances régionales suivantes (voir tableau) :

- **Asie** : dans les pays émergents d'Asie, la croissance ne ralentira que lentement après avoir été très élevée l'an dernier. Les perturbations des réseaux régionaux de production liées aux limitations de l'offre du Japon semblent restreintes, même si certains secteurs, en particulier l'automobile et l'électronique, pourraient faire face à des tensions pendant l'été.
- **Amérique latine** : la croissance sera portée par les exportations de matières premières et la demande intérieure, mais elle ralentira dans quelques pays où la politique économique est durcie de manière plus agressive pour réduire les risques de surchauffe.
- **Europe** : dans les pays émergents d'Europe, on s'attend maintenant à ce que la croissance soit plus élevée que prévu en 2011, portée en partie par un cycle vigoureux de la demande intérieure en Turquie, avant de fléchir en 2012.
- **Afrique sub-saharienne** : l'activité devrait continuer de s'affermir; la demande intérieure demeure robuste, et les exportateurs de matières premières devraient profiter des cours élevés de leurs marchandises.
- **Moyen-Orient et Afrique du Nord** : les perspectives restent assombries par les troubles politiques et sociaux, même si elles se sont améliorées pour quelques pays exportateurs de pétrole et de minéraux.

Risques de surchauffe

Dans plusieurs pays émergents et en développement où la production est déjà égale ou supérieure à son niveau d'avant la crise, il est prioritaire, selon le FMI, de durcir promptement la politique macroéconomique et d'utiliser la flexibilité du taux de change et des outils macroprudentiels, y compris peut-être des restrictions aux mouvements de capitaux, pour limiter les risques de cycles de surchauffe.

Pour les pays, particulièrement asiatiques, qui dégagent un excédent courant excessif, le rééquilibrage de la demande — par le biais d'une appréciation du taux de change et de réformes structurelles — reste une priorité absolue pour réaliser une croissance équilibrée et faire progresser l'emploi à moyen terme.

Dernières projections du FMI

La croissance mondiale devrait s'accélérer l'an prochain.

(variation en pourcentage)

	2009	2010	Projections		Différence par rapport aux projections d'avril 2011	
			2011	2012	2011	2012
Production mondiale	-0,5	5,1	4,3	4,5	-0,1	0,0
Pays avancés	-3,4	3,0	2,2	2,6	-0,2	0,0
États-Unis	-2,6	2,9	2,5	2,7	-0,3	-0,2
Zone euro	-4,1	1,8	2,0	1,7	0,4	-0,1
Allemagne	-4,7	3,5	3,2	2,0	0,7	-0,1
France	-2,6	1,4	2,1	1,9	0,5	0,1
Italie	-5,2	1,3	1,0	1,3	-0,1	0,0
Espagne	-3,7	-0,1	0,8	1,6	0,0	0,0
Japon	-6,3	4,0	-0,7	2,9	-2,1	0,8
Royaume-Uni	-4,9	1,3	1,5	2,3	-0,2	0,0
Canada	-2,8	3,2	2,9	2,6	0,1	0,0
Autres pays avancés	-1,1	5,8	4,0	3,8	0,1	0,0
Nouvelles économies Industrielles d'Asie	-0,7	8,4	5,1	4,5	0,2	0,0
Pays émergents et en développement	2,8	7,4	6,6	6,4	0,1	-0,1
Europe centrale et orientale	-3,6	4,5	5,3	3,2	1,6	-0,8
Communauté des États Indépendants	-6,4	4,6	5,1	4,7	0,1	0,0
Russie	-7,8	4,0	4,8	4,5	0,0	0,0
Russie non comprise	-3,0	6,0	5,6	5,1	0,1	0,0
Asie, pays en développement d'	7,2	9,6	8,4	8,4	0,0	0,0
Chine	9,2	10,3	9,6	9,5	0,0	0,0
Inde	6,8	10,4	8,2	7,8	0,0	0,0
ASEAN-5 ¹	1,7	6,9	5,4	5,7	0,0	0,0
Amérique latine et Caraïbes	-1,7	6,1	4,6	4,1	-0,1	-0,1
B Brésil	-0,6	7,5	4,1	3,6	-0,4	-0,5
Mexique	-6,1	5,5	4,7	4,0	0,1	0,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,5	4,4	4,2	4,4	0,1	0,2
Afrique subsaharienne	2,8	5,1	5,5	5,9	0,0	0,0

Source : FMI, mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale*, Juin 2011.

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam.

Hausse des risques dans le secteur financier

Dans la mise à jour de son rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI note que les risques liés au secteur financier ont augmenté depuis avril pour trois raisons : premièrement, les doutes croissants concernant la vigueur de la reprise mondiale; deuxièmement, les craintes concernant le soutien politique à l'ajustement dans des pays de la

périphérie de la zone euro, ainsi que les risques politiques liés à l'ajustement budgétaire dans quelques pays avancés ; et troisièmement, du fait de la période prolongée de taux d'intérêt faibles dans les pays avancés, la recherche croissante de rendements avantageux par les investisseurs, qui risque de conduire à une accumulation de déséquilibres financiers, surtout dans les pays émergents.

« Le système financier reste exposé à des chocs qui pourraient être considérables, la hausse récente des risques financiers venant s'ajouter aux problèmes existants », a déclaré José Viñals, Conseiller financier du FMI et Chef du Département des marchés monétaires et de capitaux.

Selon le FMI, étant donné les tensions récentes sur les marchés financiers, les dirigeants doivent intensifier et accélérer les efforts qu'ils déploient pour s'attaquer aux problèmes financiers qui existent de longue date (déficits budgétaires, vulnérabilité du système bancaire et réforme du secteur financier).

Des progrès ont été accomplis dans l'assainissement des bilans bancaires, mais ils sont lents. Certaines banques continuent de ployer sous le fardeau d'actifs de qualité inférieure, et des difficultés de financement importantes subsistent. Les résultats de la nouvelle série de tests de résistance en Europe constitueront un tournant et les banques devront accélérer la reconstitution de leurs fonds propres.

Régler les problèmes budgétaires

Les États-Unis et le Japon mettent beaucoup de temps à établir des programmes concrets de réduction de leur dette élevée, tandis que les problèmes d'endettement de certains pays européens signifient que les marchés financiers leur font payer des taux d'emprunt élevés. Selon le FMI, étant donné les tensions récentes sur les marchés financiers, les dirigeants doivent redoubler d'effort pour s'attaquer aux problèmes financiers qui existent de longue date (risque souverain, vulnérabilité du système bancaire et conséquences inattendues des taux d'intérêt faibles).

Dans sa mise à jour du *Moniteur des finances publiques*, le FMI note que le déficit américain sera plus faible en 2011 que prévu en avril. Cela s'explique par une hausse des recettes, en partie du fait des plus-values élevées qui ont été réalisées en 2010, et une baisse des dépenses. En conséquence, les réductions budgétaires pour 2012 ne devront pas être aussi fortes pour atteindre les objectifs fixés par les pouvoirs publics.

« Toutefois, il n'existe toujours pas aux États-Unis de consensus politique sur un train de mesures spécifiques, exhaustives et équilibrées, destiné à étayer un plan d'assainissement à moyen terme crédible, assorti d'objectifs avalisés par le Congrès », a déclaré Carlo Cottarelli, Chef du Département des finances publiques, qui a établi le rapport. « Faute d'un plan de ce type, le rendement des titres publics américains va inclure une prime de risque, ce qui ne serait pas une bonne chose pour l'économie américaine ni pour l'économie mondiale. »

La réduction des dettes et des déficits publics se poursuit dans de nombreux pays avancés — notamment dans la plupart des pays européens et au Canada — et est favorisée par la reprise de l'activité dans certains pays et le rebond des recettes publiques.

Pour les principaux pays avancés, en particulier les États-Unis et le Japon, la principale priorité budgétaire est de mettre en œuvre des programmes de rééquilibrage crédibles et bien cadencés qui mettent l'accent sur la viabilité de la dette à moyen terme. En ce qui concerne les États-Unis, il est essentiel de régler la question du plafond d'endettement et d'engager un plan de réduction du déficit qui prévoit des réformes des droits à prestations et des réformes fiscales visant à accroître les recettes, note le FMI. Au Japon, la réforme fiscale doit être l'élément central d'un programme détaillé de réduction du déficit à moyen terme.

Les déficits budgétaires et l'endettement des pays émergents et à faible revenu diminuent progressivement. La reprise économique a été plus rapide dans plusieurs de ces pays — notamment chez les producteurs de produits de base qui ont tiré parti du niveau élevé des prix des exportations; il s'agit maintenant d'éviter la surchauffe, notamment en durcissant la politique budgétaire plus vite que prévu à l'heure actuelle.